

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202932]

**3 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 38, § 6, remplacé par le décret du 4 octobre 2007, et l'article 43, § 2, alinéa 2, 15°, remplacé par le décret du 17 juillet 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu l'avis n° CD-14a10-CWaPE-848 de la CWaPE rendu le 10 janvier 2014;

Vu l'avis de la Cellule autonome d'avis en développement durable du 2 avril 2014 :

Vu l'avis 54.475/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 mars 2014, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat;

Considérant la nécessité d'une adaptation rapide du régime de soutien aux installations photovoltaïques d'une puissance supérieure à 10 kW, suite à la forte baisse des coûts de ces installations et de manière à éviter la formation d'une bulle spéculative;

Considérant l'importance de privilégier les projets intégrés dans le tissu socio-économique de la Wallonie, présentant un haut niveau d'auto-consommation; qu'il convient, dès lors, de renforcer le niveau minimum d'auto-consommation à 60 %, tout en simplifiant, conformément à l'avis de la CWaPE, l'application de cette condition au moment du dimensionnement de l'installation projetée afin de réduire l'incertitude pour les porteurs de projet;

Considérant l'importance de maximiser la création de valeur ajoutée et d'emplois en Wallonie et au sein de l'Espace économique européen; que le respect des conditions relatives au 'factory inspection certificate' et à la police d'assurance permettent un soutien majoré et concourent ainsi à cette préoccupation; que l'ampleur de ce soutien majoré est limité et est donc proportionné par rapport à l'objectif poursuivi; qu'il convient toutefois d'introduire la condition relative à la police d'assurance avec un délai suffisant pour permettre au secteur de s'adapter à cette disposition;

Considérant l'intérêt de soutenir des installations mettant en œuvre du matériel de qualité et qu'à cet égard, des tests de qualité réalisés sur les panneaux par un laboratoire accrédité constituent un gage du respect de qualité minimale de ces panneaux; qu'il convient toutefois d'introduire cette disposition en laissant un délai suffisant aux installateurs pour effectuer ces tests et aux laboratoires d'adapter, le cas échéant, leur capacité de volume de tests;

Considérant le fait que l'actuelle condition liée à l'audit de cogénération n'a pas produit les effets escomptés et est une source de complication tant pour les candidats investisseurs que pour les agents traitant les dossiers;

Considérant qu'il convient de modifier la date-pivot déterminant le régime de taux octroyé aux grandes installations photovoltaïques afin d'octroyer une réelle sécurité juridique aux investisseurs quant au régime de taux d'octroi qui leur applicable; à cet effet, à l'instar de la date-pivot prévalant pour le facteur 'k', il est nécessaire d'opter pour la date de visite de contrôle ou, le cas échéant, de la dernière visite de contrôle effectuée en vertu de l'article 270, alinéa 1<sup>er</sup>, du Règlement général sur les installations électriques approuvé par l'arrêté royal du 10 mars 1981 rendant obligatoire le Règlement général sur les installations électriques pour les installations domestiques et certaines lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, plutôt que la date de l'obtention du certificat de garantie d'origine;

Considérant qu'il convient d'éviter une diminution trop brusque du niveau de soutien, présentant le risque d'engendrer une bulle spéculative avant la diminution suivie d'un arrêt brutal des investissements, mettant ainsi en péril un développement raisonné du rythme d'installations permettant la structuration d'un secteur durable en Wallonie;

Considérant, dès lors, qu'il est nécessaire d'adapter les niveaux de soutien de manière progressive;

Sur la proposition du Ministre qui a l'Energie dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 15<sup>quater</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'énergie produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, un 2°*bis*, rédigé comme suit, est inséré entre les 2° et 3° :

« 2°*bis*. pour les installations photovoltaïques d'une puissance supérieure à 10 kW pour lesquelles la date visée à l'alinéa 5 est postérieure au 30 juillet 2014, le coefficient multiplicateur visé à l'article 38, § 6, du décret est fixé à 2,5 certificats verts par MWh si la date visée à l'alinéa 5 se situe pendant la période du 1<sup>er</sup> août 2014 au 31 décembre 2014, et au niveau déterminé par la CWaPE conformément à l'article 15, § 1<sup>er</sup>*bis*, si la date visée à l'alinéa 5 est postérieure au 31 décembre 2014. Pour la production d'électricité générée par la tranche de puissance supérieure à 250 kWc, le nombre de certificats verts par MWh est plafonné à 1. Le bénéfice de la présente disposition est subordonné à la condition que le producteur apporte la preuve que l'importateur ou le fabricant des panneaux photovoltaïques auquel il a eu recours a effectué des tests de qualité visés à l'alinéa 2;

2° des alinéas, rédigés comme suit, sont insérés entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Les tests visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>*bis*, doivent être réalisés, par un laboratoire d'essais accrédité selon la norme ISO 17025 par BELAC ou par un autre organisme d'accréditation national bénéficiant d'une reconnaissance mutuelle avec BELAC. Le Ministre fixe les types de tests à réaliser, les critères de réussite de ces tests, l'ampleur de l'échantillon, ainsi que, le cas échéant, les critères d'équivalence de tests déjà réalisés.

Le coefficient multiplicateur visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>*bis*, est majoré de 0,5 certificat vert par MWh si les panneaux photovoltaïques ont été encapsulés et/ou assemblés au sein de l'Espace économique européen. A cette fin, le producteur communique à la CWaPE une copie du factory inspection certificate établi selon la norme ECS/CIG 021-024 ou tout autre document équivalent permettant de démontrer que les panneaux photovoltaïques ont été encapsulés et/ou assemblés au sein de l'Espace économique européen. »;

3° à l'alinéa 3, devenu l'alinéa 5, les mots « au moment de la mise en service de l'installation » sont remplacés par les mots « au moment de la visite ou, le cas échéant de la dernière visite, de conformité visée à l'article 270, alinéa 1<sup>er</sup>, du Règlement général sur les installations électriques (RGIE) approuvé par l'arrêté royal du 10 mars 1981 rendant obligatoire le Règlement général sur les installations électriques pour les installations domestiques et certaines lignes de transport et de distribution d'énergie électrique.

**Art. 2.** Pour les installations pour lesquelles la date de visite ou, le cas échéant, de la dernière visite serait postérieure au 30 juillet 2014, jusqu'au 31 décembre 2014, le bénéfice du coefficient multiplicateur visé à l'article 1<sup>er</sup> est conditionné à l'apport par le producteur de la preuve qu'au moment du dimensionnement de l'installation et compte tenu de l'activité consommatrice existante ou projetée, 60 % au moins de l'électricité photovoltaïque produite sera consommée sur une base annuelle par le producteur sur le lieu de l'installation de production.

Pour les installations pour lesquelles la date de visite ou, le cas échéant, de la dernière visite serait postérieure au 30 juillet 2014, jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 2014, l'octroi du coefficient multiplicateur visé à l'article 15<sup>quater</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>*bis*, inséré par le présent arrêté n'est pas subordonné au respect de la condition visée dans la dernière phrase de cette disposition.

**Art. 3.** L'article 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, entre en vigueur trois mois après le jour de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

Les modalités de contrôle des conditions visées à l'article 15<sup>quater</sup>, alinéas 2 et 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'énergie produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération tel qu'inséré par l'article 1<sup>er</sup>, 2°, du présent arrêté, sont précisées par la CWaPE au plus tard pour le 1<sup>er</sup> juin 2014 et publiées sur son site internet.

**Art. 4.** Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 avril 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/202932]

**3. APRIL 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 38, § 6, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007, und Artikel 43, § 2, Absatz 2, 15°, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund des am 10. Januar 2014 abgegebenen Gutachtens Nr. CD-14a10-CWaPE-848 der CWaPE;

Aufgrund des Gutachtens der autonomen Begutachtungsstelle für die nachhaltige Entwicklung vom 2. April 2014;

Aufgrund des am 19. März 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 54.475/4 des Staatsrats;

In Erwägung der Notwendigkeit einer raschen Anpassung der Regelung zur Unterstützung der photovoltaischen Anlagen mit einer Leistung über 10 kW, anschließend an die beträchtliche Senkung der Kosten für solche Anlagen, und um die Bildung einer Spekulationsblase zu vermeiden;

In der Erwägung, dass es wichtig ist, Projekte, die im sozial-wirtschaftlichen Netz der Wallonie integriert sind und einen hohen Selbstverbrauch aufweisen, zu bevorzugen; dass der Selbstverbrauch in dieser Hinsicht einen Mindestpegel von 60% erreichen sollte, wobei, in Übereinstimmung mit dem Gutachten der CWaPE, die Anwendung dieser Bedingung zum Zeitpunkt der Dimensionierung der geplanten Anlage zu vereinfachen ist, um die Unsicherheiten der Projektträger zu verringern;

In Erwägung der Wichtigkeit, die Schaffung von Mehrwert und Arbeitsstellen in der Wallonie und innerhalb des Europäischen Wirtschaftsraums zu maximieren; in der Erwägung, dass die Einhaltung der Bedingungen in Verbindung mit dem "factory inspection certificate" und dem Versicherungsvertrag eine erhöhte Unterstützung ermöglichen, und somit dieser Besorgnis Rechnung tragen; dass der Umfang dieser erhöhten Unterstützung beschränkt bleibt, und somit dem verfolgten Ziel angemessen ist; dass die Bedingung in Zusammenhang mit dem Versicherungsvertrag jedoch mit einer genügenden Frist einzuführen ist, damit der Sektor sich an diese Bestimmung anpassen kann;

In Erwägung der Bedeutung, Anlagen zu unterstützen, die hochqualitatives Material benutzen, und dass Qualitätsprüfungen für Solarzellen durch ein akkreditiertes Labor eine Sicherheit für die Einhaltung durch diese Solarzellen von Mindestqualitätsanforderungen bieten; dass die Einführung dieser Bestimmung jedoch innerhalb Fristen stattfinden soll, die lang genug sind, damit die Installateure diese Prüfungen durchführen, und die Labors ggf. ihre Prüfungskapazität anpassen können;

In der Erwägung, dass die zur Zeit gültige Bedingung in Verbindung mit dem Audit für die Kraft/Wärmekopplung nicht die erwartete Wirkung gebracht hat, und sowohl den interessierten Investoren als den mit den Akten beauftragten Bediensteten die Arbeit erschwert;

In Erwägung der Notwendigkeit, das Richtdatum zur Festlegung der Regelung für die Sätze, die für die großen photovoltaischen Anlagen gewährt werden, abzuändern, um den Investoren so eine effektive Rechtssicherheit bezüglich der auf sie anwendbaren Regelung zur Festlegung der Sätze zu bieten; zu diesem Zweck ist es nötig, wie im Falle des Richtdatums zur Festlegung des Faktors "k", eher als das Datum für die Gewährung der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie das Datum des Kontrollbesuchs zu wählen, oder ggf. das Datum des letzten Kontrollbesuchs in Ausführung von Artikel 270, Absatz 1 der allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen, angenommen durch den Königlichen Erlass vom 10. März 1981, durch den besagte Ordnung für die Haushaltsanlagen und gewisse Leitungen zur Übertragung und Verteilung elektrischer Energie vorgeschrieben wird;

In der Erwägung, dass eine zu rasche Kürzung der Stützung zu vermeiden ist, da dies mit der Gefahr der Bildung einer Spekulationsblase vor dieser Kürzung verbunden sein könnte, der ein plötzlicher Investitionsstopp folgen würde, was eine vernünftige Entwicklung der Installationen, die die Strukturierung eines nachhaltigen Sektors in der Wallonie ermöglichen kann, beeinträchtigen würde;

In der Erwägung, dass die Höhe der Unterstützung somit allmählich anzupassen ist;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 15<sup>quater</sup> des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms, in seiner zuletzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 abgeänderten Fassung, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird eine Ziffer 2°<sup>bis</sup> mit folgendem Wortlaut zwischen die Ziffern 2° und 3° eingefügt:

"2°<sup>bis</sup> was die photovoltaischen Anlagen mit einer Leistung über 10 kW betrifft, für die das in Absatz 5 genannte Datum nach dem 30. Juli 2014 liegt, wird der in Artikel 38, § 6 des Dekrets genannte Multiplikator auf 2,5 grüne Bescheinigungen pro MWh festgelegt, wenn das in Absatz 5 genannte Datum in dem Zeitraum zwischen dem 1. August 2014 und dem 31. Dezember 2014 liegt, und auf den von der CWaPE gemäß Artikel 15, § 1<sup>bis</sup> bestimmten Wert festgelegt, wenn das in Absatz 5 genannte Datum nach dem 31. Dezember 2014 liegt. Was die Erzeugung von Strom mittels des Leistungsanteils über 250 kWc betrifft, wird die Anzahl grüner Bescheinigungen je MWh auf 1 begrenzt. Der Vorteil vorliegender Bestimmung unterliegt der Bedingung, dass der Stromerzeuger den Nachweis erbringt, dass der Einführer oder Hersteller von photovoltaischen Solarzellen, den er heranzieht, sich den in Absatz 2 genannten Qualitätsprüfungen unterzogen hat.

2° zwischen die Absätze 1 und 2 werden Absätze mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die in Absatz 1, 2°<sup>bis</sup> genannten Prüfungen müssen durch ein Prüfungslabor durchgeführt werden, das nach der Norm ISO 17025 durch BELAC oder eine andere nationale Akkreditierungseinrichtung, die über eine gegenseitige Anerkennung mit BELAC verfügt, akkreditiert ist. Der Minister legt die Arten der durchzuführenden Prüfungen fest, bestimmt die Kriterien für deren Bestehen, den Stichprobenumfang sowie ggf. die Gleichwertigkeitskriterien für bereits durchgeführte Prüfungen.

Der in Absatz 1, 2°<sup>bis</sup> genannte Multiplikator wird um 0,5 grüne Bescheinigungen pro MWh erhöht, wenn die photovoltaischen Solarzellen innerhalb des Europäischen Wirtschaftsraums eingekapselt und/oder zusammenmontiert worden sind. Zu diesem Zweck übermittelt der Hersteller der CWaPE eine Abschrift des nach der Norm ECS/CIG 021-024 erstellten factory inspection certificate oder jedes sonstigen gleichwertigen Dokuments, durch das nachgewiesen werden kann, dass die photovoltaischen Solarzellen innerhalb des Europäischen Wirtschaftsraums eingekapselt und/oder zusammenmontiert wurden."

3° in Absatz 3, der zum Absatz 5 geworden ist, wird die Wortfolge "die zum Zeitpunkt der Inbetriebnahme der Anlage gelten", durch "die zum Zeitpunkt des, oder ggf. des letzten Konformitätsbesuches nach Artikel 270, Absatz 1 der allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen, angenommen durch den Königlichen Erlass vom 10. März 1981, durch den besagte Ordnung für die Haushaltsanlagen und gewisse Leitungen zur Übertragung und Verteilung elektrischer Energie vorgeschrieben wird, gelten".

**Art. 2** - Was die Anlagen betrifft, für die das Besuchsdatum oder ggf. das letzte Besuchsdatum nach dem 30. Juli 2014, bis zum 31. Dezember 2014, liegen würde, wird der Anspruch auf den in Artikel 1 genannten Multiplikator durch die Tatsache bedingt, dass der Stromerzeuger den Nachweis erbringt, dass zum Zeitpunkt der Dimensionierung der Anlage und unter Berücksichtigung der bestehenden oder geplanten Strom verbrauchenden Aktivität, mindestens 60% des erzeugten photovoltaischen Stroms auf jährlicher Basis vom Stromerzeuger am Ort der Stromerzeugung verbraucht sein wird.

Was die Anlagen betrifft, für die das Besuchsdatum oder ggf. das letzte Besuchsdatum nach dem 30. Juli 2014, bis zum 1. November 2014, liegen würde, unterliegt die Gewährung des in dem durch vorliegenden Erlass eingefügten Artikel 15<sup>quater</sup>, Abs. 1, 2<sup>bis</sup>, genannten Multiplikators nicht der Einhaltung der im letzten Satz dieser Bestimmung genannten Bedingung.

**Art. 3** - Artikel 1, 1° bis 2°, tritt 3 Monate nach dem Tag der Veröffentlichung vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Die Modalitäten für die Kontrolle der Bedingungen, die in Artikel 15<sup>quater</sup>, Absätze 2 und 3, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms, eingefügt durch Artikel 1, 2° vorliegenden Erlasses, genannt werden, werden spätestens zum 1. Juni 2014 von der "CwaPE" präzisiert und auf ihrer Homepage veröffentlicht.

**Art. 4** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. April 2014

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202932]

### 3 APRIL 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikel 38, § 6, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007, en artikel 43, § 2, tweede lid, 15°, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling;

Gelet op advies nr. CD-14a10-CWaPE-848 van de CWaPE, uitgebracht op 10 januari 2014;

Gelet op het advies van de autonome Adviescel inzake duurzame ontwikkeling van 2 april 2014;

Gelet op advies 54.475/4 van de Raad van State, gegeven op 19 maart 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de nodige snelle aanpassing van de steunregeling voor fotovoltaïsche installaties met een vermogen van meer dan 10 kW, ingevolge een sterke daling van de kosten van deze installaties en om te voorkomen dat er een speculatiebubbel ontstaat;

Overwegende dat de projecten die in het sociaal-economisch weefsel van Wallonië verweven zijn en een hoog zelfverbruiksniveau vertonen de belangrijkste aandachtspunten zijn; dat het minimumniveau van het zelfverbruik bijgevolg tot 60 % teruggebracht dient te worden, waarbij tegelijk overeenkomstig het advies van de "CwaPE" de toepassing van die voorwaarde vereenvoudigd moet worden op het ogenblik van de dimensionering van de ontworpen installatie om de onzekerheid voor de projectontwerpers zo gering mogelijk te houden;

Overwegende dat de creatie van toegevoegde waarde en werkgelegenheid in Wallonië en in de Europese economische ruimte gemaximaliseerd moet worden; dat de inachtneming van de "factory inspection certificate"- en de verzekeringspolisvoorwaarden een verhoogde steun mogelijk maakt en bijdraagt tot het inspelen op die bekommernis; dat de omvang van die verhoogde steun beperkt is en dus in verhouding staat tot het nagestreefde doel; dat de verzekeringspolisvoorwaarde evenwel ingevoerd dient te worden rekening houdend met een termijn die voldoende ruimte laat voor een aanpassing eraan in de sector;

Overwegende dat installaties met kwaliteitsmateriaal ondersteund moeten worden en dat kwaliteitstests die in dat opzicht door een geaccrediteerd laboratorium op de panelen uitgevoerd worden een garantie vormen voor de inachtneming van een minimumkwaliteit voor die panelen; dat die bepaling evenwel ingevoerd dient te worden met inachtneming van een termijn die de installateurs de ruimte laat om die tests uit te voeren en de laboratoria de kans geeft om in voorkomend geval hun capaciteit in termen van testvolume aan te passen;

Overwegende dat het feit dat de huidige voorwaarde in verband met de warmtekrachtkoppelingssaudits niet de verwachte effecten opgeleverd heeft en zowel voor de kandidaat-investeerders als voor de dossier behandelende ambtenaren een complicatiefactor vormt;

Overwegende dat de streefdatum ter bepaling van de percentageregeling toegekend aan de grote fotovoltaïsche installaties gewijzigd moet worden om een echte rechtszekerheid te bieden aan de investeerders wat betreft de voor hen geldende percentageregeling; daartoe is het, in vergelijking met de streefdatum die voor de "k"-factor geldig is, nodig om voor de keuringsdatum of, in voorkomend geval, de laatste keuring te kiezen krachtens artikel 270, lid 1, van het algemeen reglement op de elektrische installaties, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 10 maart 1981 waarbij het Algemeen Reglement op de elektrische installaties voor de huishoudelijke installaties en sommige lijnen van transport en verdeling van elektrische energie bindend wordt verklaard, eerder dan voor de datum voor het verkrijgen van het certificaat van garantie van oorsprong;

Overwegende dat voorkomen dient te worden dat het steunniveau al te snel daalt daar dit even voor de daling een risico op het ontstaan van een speculatiebubbel vormt waarna investeringen bruusk stopgezet zouden worden, waardoor het redelijk ontwikkelingsritme van installaties, die de structurering van een duurzame sector in Wallonië mogelijk maakt, gevaar zou lopen;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is de steunniveaus geleidelijk aan te passen;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 15<sup>quater</sup> van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden volgende wijzigingen aangebracht :



1° in lid 1 wordt tussen 2° en 3° een 2°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°*bis*. voor de fotovoltaïsche installaties met een vermogen hoger dan 10 kW waarvoor de datum bedoeld in lid 5 na 30 juli 2014 valt, wordt de vermenigvuldigingscoëfficiënt bedoeld in artikel 38, § 6, van het decreet vastgesteld op 2,5 groene certificaten per MWu als de datum bedoeld in lid 5 tijdens de periode valt tussen 1 augustus 2014 en 31 december 2014, en op het niveau bepaald door de CWaPE overeenkomstig artikel 15, § 1*bis*, als de datum bedoeld in lid 5 na 31 december 2014 valt. Voor de elektriciteitsproductie in de vermogensschijf hoger dan 250 kWc wordt het aantal groene certificaten per MWu beperkt tot 1. Het voordeel van deze bepaling wordt ondergeschikt gemaakt aan de voorwaarde dat de producent aantoont dat de invoerder of de fabrikant van de fotovoltaïsche panelen op wie hij een beroep deed kwaliteitstests zoals in lid 2 heeft uitgevoerd;

2° er worden tussen lid 1 en lid 2 volgende leden ingevoegd, luidend als volgt :

“De tests bedoeld in lid 1, 2°*bis*, moeten verricht worden door een proeflaboratorium, geaccrediteerd volgens de norm ISO 17025 door BELAC of een ander nationale accreditatie-instelling die een wederzijdse erkenning met BELAC geniet. De Minister stelt de types uit te voeren tests, de slaagcriteria daarvoor, de omvang van het staal, evenals in voorkomend geval de equivalentiecriteria van reeds uitgevoerde tests vast.

De vermenigvuldigingscoëfficiënt bedoeld in lid 1, 2°*bis*, wordt verhoogd met 0,5 groene certificaat per MWh als de fotovoltaïsche panelen ingekapseld en/of geassembleerd werden in de Europese economische ruimte. Daartoe maakt de producent aan de CWaPE een afschrift van het “factory inspection certificate”, opgesteld volgens norm ECS/CIG 021-024 of elk ander evenwaardig stuk over aan de hand waarvan aangetoond kan worden dat de fotovoltaïsche panelen ingekapseld en/of geassembleerd werden in de Europese economische ruimte.”;

3° in lid 3, nu lid 5, worden de woorden “op de datum van de inbedrijfstelling van de installaties” vervangen door de woorden, “op het ogenblik van de keuring of, in voorkomend geval, de laatste keuring bedoeld in artikel 270, lid 1, van het algemeen reglement op de elektrische installaties, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 10 maart 1981 waarbij het Algemeen Reglement op de elektrische installaties voor de huishoudelijke installaties en sommige lijnen van transport en verdeling van elektrische energie bindend wordt verklaard”.

**Art. 2.** Voor de installaties waarvoor de keuringsdatum of, in voorkomend geval, de laatste keuring na 30 juli 2014 zou vallen tot 31 december 2014, wordt het voordeel van de vermenigvuldigingscoëfficiënt bedoeld in artikel 1 verbonden aan de voorwaarde van het aantonen door de producent dat op het ogenblik van de dimensionering van de installatie en rekening houdend met de bestaande of voorberekende verbruiksactiviteit op jaarbasis minstens 60 % van de geproduceerde fotovoltaïsche elektriciteit door de producent verbruikt zal worden op de plaats van de productie-installatie.

Voor de installaties waarvoor de keuringsdatum of, in voorkomend geval, de laatste keuring na 30 juli 2014 zou vallen tot 1 november 2014, wordt de toekenning van de vermenigvuldigingscoëfficiënt bedoeld in artikel 15*quater*, lid 1, 2*bis*, ingevoegd bij dit besluit, niet ondergeschikt gemaakt aan de inachtneming van de voorwaarde bedoeld in de laatste volzin van deze bepaling.

**Art. 3.** Artikel 1, 1° en 2°, treedt in werking drie maanden na de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De nadere regels voor de controle op de voorwaarden bedoeld in artikel 15*quater*, ledne 2 en 3, van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en uit warmtekrachtkoppeling, zoals ingevoegd bij artikel 1, 2°, van dit besluit, worden door de CWaPE nader bepaald, uiterlijk 1 juni 2014 en bekendgemaakt op diens website.

**Art. 4.** De Minister bevoegd voor het Energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 april 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2014/31303]

**27 MAART 2014.** — Ordonnantie tot wijziging van artikel 30 van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn teneinde sommige mededelingen te verbeteren (1)

De Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 30 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals gewijzigd door de wet van 5 augustus 1992 en door de wet van 7 januari 2002, worden tussen het eerste en het tweede lid, twee nieuwe leden ingevoegd, luidend :

« De agendapunten moeten duidelijk en zorgvuldig opgesteld worden en een verklarende synthesesnota moet worden bijgevoegd.

De oproeping en de bij de agendapunten horende stukken, met uitzondering van maatschappelijke dossiers of informatie van persoonlijke aard met betrekking tot maatschappelijke bijstand, kunnen met de

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2014/31303]

**27 MARS 2014.** — Ordonnance modifiant l'article 30 de la loi organique des centres publics d'action sociale afin d'améliorer certaines communications (1)

L'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

**Art. 2.** A l'article 30 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, modifié par la loi du 5 août 1992 et par la loi du 7 janvier 2002, entre le premier et le deuxième alinéa, deux nouveaux alinéas sont insérés qui sont rédigés comme suit :

« Les points de l'ordre du jour sont libellés de manière claire et précise et accompagnés d'une note de synthèse explicative.

La convocation, ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour, hors dossiers sociaux ou informations à caractère individuel relatives à l'aide sociale, peuvent être transmises par